

*L'Adresse—M. Blackburn (Brant)*

dirais que notre politique actuelle en matière de défense remonte aux années 40. Autrement dit, la stratégie de défense du gouvernement est telle qu'elle nous prépare à livrer de nouveau la Seconde Guerre mondiale.

Voyez nos engagements en Europe, par exemple. Nous avons promis d'envoyer la Brigade CAST en renfort en Norvège si ce pays était envahi. Le gouvernement vient tout juste de terminer l'exercice *Brave Lion* en prévision d'une telle manoeuvre. Quelque 5 500 soldats et 15 000 tonnes de matériel ont été expédiés outre-Atlantique. Le gouvernement n'a pas révélé le coût de cette opération mais le chiffre de 100 millions de dollars a été avancé dans les médias. Comment le gouvernement pourrait-il remettre en question son engagement à l'égard du CAST après avoir dépensé 100 millions de dollars, ou même la moitié de cette somme, pour un simple coup d'essai? Pourrait-il jamais expliquer un tel revirement aux Norvégiens, surtout après avoir laissé là-bas du matériel en prévision du retour de nos forces armées? Le gouvernement a effectivement pris un engagement envers la Norvège parce qu'il doit justifier les dépenses et qualifier l'exercice *Brave Lion* de grand succès.

Voyons maintenant les autres engagements du Canada en Europe. Le gouvernement pourrait-il réévaluer notre engagement en Allemagne qui est la principale ligne de front de l'OTAN? J'en doute fort. Il a déjà raffermi nos positions dans ce pays par ses mesures antérieures. Dès les premiers mois de son arrivée au pouvoir, le gouvernement a envoyé 1 200 hommes de plus en Allemagne pour démontrer que le Canada y allait de tout son poids, pour reprendre sa terminologie. Ces hommes seraient extrêmement difficiles à redéployer bien que leur présence en Europe coûte extrêmement cher. En fait, notre engagement envers le principal flanc européen, que tous les experts reconnaissent être plus politique que militaire, coûte chaque année 100 millions de dollars aux Canadiens.

Le gouvernement dépense également des millions de dollars en équipement adapté au rôle que jouent actuellement nos forces armées en Europe. Par exemple, il a annoncé le printemps dernier qu'il ferait l'acquisition d'un système de défense aérienne à basse altitude pour protéger nos militaires et leurs bases en Europe. Ce système coûte à lui seul un milliard de dollars. Le gouvernement n'en attend même pas livraison avant 1991. Comment pourrait-il sérieusement remettre en question le rôle des forces armées en Europe, comme de nombreux experts le font maintenant, après avoir investi un milliard de dollars dans du matériel qui sera utilisé là au cours de la prochaine décennie? Le gouvernement ne pourrait pas davantage envisager de renoncer à son engagement pour la défense aérienne du principal flanc de l'OTAN. Il a déclaré que son rôle était «sacré» en équipant nos trois escadrons en Allemagne de CF-18 avant que les nouveaux chasseurs ne soient entièrement déployés au Canada pour notre propre défense.

Par ses actes, le gouvernement nous a engagés envers la Norvège et l'Allemagne mais nos forces armées sont incapables de s'acquitter des deux rôles. On a rapporté que notre chef de l'état-major aurait récemment déclaré: «Si nous devons tout faire simultanément? Non, je crois que nous sommes trop éparpillés. Il faut le reconnaître.» Le gouvernement refuse de le reconnaître. Il s'est plutôt affairé à éparpiller davantage notre armée en acceptant un nouveau rôle de maintien de la paix

dans la péninsule du Sinaï. Il s'agit encore là d'un engagement indéfini qui nous coûte 5,5 millions de dollars par année.

Nous admettons bien volontiers que le maintien de la paix est louable et que le Canada en tire une reconnaissance internationale. Cependant, nous sommes déjà fermement établis à Chypre et sur les hauteurs du Golan et aucun signe ne laisse présager un règlement prochain de l'un ou l'autre des conflits à l'origine de notre présence. Le gouvernement doit admettre que les fonctions de maintien de la paix immobilisent du personnel et des ressources et rajuster ses autres engagements en conséquence.

Dans le secteur maritime, le gouvernement s'est également engagé à poursuivre des programmes à long terme très coûteux qui détermineront l'image de marque de notre marine et lui dicteront son rôle futur. Personne ne niera que notre marine a grand besoin d'être rééquipée, mais une fois de plus, le gouvernement prend des mesures avant d'envisager le rôle futur du Commandement maritime. Le programme de révision et de modernisation des navires de la classe TRIBAL, appelé quelquefois TRUMP, prévoit des dépenses de 1,2 milliard de dollars pour faire en sorte que nos destroyers puissent servir d'escorte classique et fournir une défense aérienne. Le gouvernement a également annoncé un programme visant à remplacer l'hélicoptère Sea-King. Certains pensent que ce programme aura coûté 2 milliards de dollars au moment où les nouveaux hélicoptères seront prêts à voler. Une fois de plus, le Canada s'est engagé à jouer un rôle dans la guerre anti-sous-marine jusque dans les années 90 et au-delà. Nos sous-marins doivent être remplacés. Le gouvernement a annoncé un programme destiné à examiner de nouveaux modèles en vue d'un autre achat important. Personne ne s'est même encore aventuré à avancer l'éventuel coût final de ces nouveaux sous-marins.

On a procédé à d'autres dépenses importantes mais je pense que je me suis fait comprendre. Le gouvernement a réussi à écarter tout débat significatif à propos du rôle futur des Forces armées canadiennes en prenant des mesures qui dicteront à celles-ci leur position pour au moins une autre décennie. C'est, je pense, d'une très grande importance.

Le gouvernement est arrivé au pouvoir il y a deux ans en promettant tout d'abord un Livre vert auquel auraient participé, à l'échelle nationale, des experts, des universitaires, des anciens militaires de carrière et des Canadiens ordinaires. On a maintenant renoncé à ce projet. En je ne sais combien d'occasions, le gouvernement a promis un Livre blanc, un projet, un cadre, une structure pour la défense nationale du Canada, afin de prévoir, de poursuivre et de mettre efficacement en oeuvre une politique conçue non seulement pour les années 80, mais aussi pour les années 90. Nous n'aurons ni l'un ni l'autre, bien que l'actuel ministre ait déclaré qu'on publiera probablement un Livre blanc cet hiver ou au début du printemps.

Il n'est pas étonnant que le discours du trône ne fasse aucune allusion à un projet d'étude de la politique de défense canadienne. Je sais que le nouveau ministre s'est engagé à préparer un exposé de principe en 1987, mais vous me pardonnez si je vous dis que j'ai déjà entendu cette promesse, et que je ne crois que ce que je vois.